

Investir dans la planification familiale pour accélérer le progrès vers les objectifs de développement durable (ODD)

Le Partenariat de Ouagadougou aspire à repositionner la planification familiale dans neuf pays de l'Afrique de l'Ouest francophone : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Togo. Dès 2016, le partenariat s'est engagé à donner accès à 2,2 millions de femmes et filles additionnelles dans la région à des méthodes de contraception modernes d'ici 2020. A tout juste un an de cette échéance, et avec seulement quelques années de plus pour réaliser les objectifs établis dans les plans d'action nationaux budgétisés de planification familiale, plus de ressources internes doivent être allouées et dépensées dans ces programmes. Cela permettrait de satisfaire les besoins non satisfaits de contraception moderne des femmes et des hommes et d'accélérer le progrès vers la réalisation de gains économiques dans les domaines de la santé et du développement, reflétés à l'échelle mondiale à travers les Objectifs de Développement Durable (ODD).



Davantage de ressources endogènes sont nécessaires

Les ressources internes dédiées aux programmes de planification familiale dans les neuf pays susmentionnés ne sont pas à la hauteur des aspirations d'une utilisation de la contraception moderne augmentée ; le financement des gouvernements est en deçà des besoins et les fonds alloués ne sont ni déboursés dans leur totalité, ni engagés en temps voulu.



Les bénéfices de la planification familiale ont été examinés

HP+ a quantifié les bénéfices d'une utilisation accélérée de la planification familiale dans les neuf pays. Les résultats montrent que si l'utilisation de la contraception moderne jouissait d'une croissance accélérée – par opposition à la trajectoire des taux de croissance historiques – le progrès vers l'atteinte des ODD en serait considérablement renforcé.

MOINS D'INSECURITE ALIMENTAIRE (ODD 2)

A travers son impact sur les dynamiques démographiques, la planification familiale aide à réduire la demande alimentaire et allège les pressions sur l'offre et la production des produits alimentaires.



Une plus grande utilisation de la contraception moderne pourrait mener à :

- une baisse de **21%** de l'insécurité alimentaire
- **50 millions** de personnes ne vivraient plus en situation d'insécurité alimentaire
- une baisse de **27%** du ratio de mortalité maternelle
- une hausse de **15%** de l'utilisation des installations sanitaires sûres

(en moyenne sur les neuf pays d'ici 2030)

MOINS DE MORTALITE MATERNELLE (ODD 3)

L'utilisation de la contraception réduit le risque et le nombre de grossesses, dont celles qui peuvent survenir lorsque la mère est trop jeune ou trop âgée, lorsque les grossesses sont trop rapprochées, ou le nombre d'enfants est élevé, ou encore les grossesses ayant occasionné un avortement à haut risque.



UNE PLUS GRANDE UTILISATION DES INSTALLATIONS SANITAIRES SÛRES (ODD 6)

La planification familiale – à travers son impact sur la taille et le taux de croissance de la population – fait baisser les quantités nécessaires d'eau et de moyens d'assainissement, réduisant ainsi les dépenses des gouvernements. Les familles moins nombreuses permettent aux parents d'investir les ressources de leurs ménages dans des installations sanitaires améliorées.



LES BENEFICES D'UNE UTILISATION ACCELEREE DE LA PLANIFICATION FAMILIALE : CHANGEMENTS DES INDICATEURS DES ODD EN TERMES DE POURCENTAGE D'ICI 2030

Indicateur des ODD	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo
Baisse de la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave	14%	17%	16%	9%	36%	30%	36%	24%	11%
Baisse du taux de mortalité maternelle	27%	30%	19%	16%	32%	11%	61%	17%	25%
Augmentation en proportion de l'utilisation des installations sanitaires sûres	14%	7%	12%	16%	20%	8%	37%	11%	13%

GAINS DE DEVELOPPEMENT ADDITIONNELS

Les bénéfices liés à l'accélération des efforts de planification familiale dans la région sont énormes et touchent à d'autres ODD. En investissant leurs fonds intérieurs dans les programmes visant à accélérer l'utilisation de la contraception moderne, les pays du Partenariat de Ouagadougou pourraient réaliser de grands progrès dans la région.



12,8 millions de personnes de moins vivant en-dessous du seuil de pauvreté



plus de **8%** d'augmentation de la proportion d'enfants possédant les compétences minimales en lecture à la fin de l'école primaire



moins de **5%** de la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans
= **5 million** d'enfants en retard de croissance de moins



plus de **5%** de la proportion de la population utilisant des services d'eau potable sûrs



moins de **17%** du taux de mortalité des moins de 5 ans



plus de **1** point de pourcentage du taux de croissance annuel du PIB réel per capita

COMMENT REALISER CES BENEFICES

Réaliser ces gains requiert plus d'efforts de mobilisation de ressources internes. L'examen des financements alloués aux commodités contraceptives montre qu'en 2018, sur les sept pays disposant de données, les contributions des gouvernements allaient de 117 000 000 FCFA (202 000 USD) au Sénégal à 1 300 000 000 FCFA (2 248 220 USD) au Burkina Faso — ce qui est considérablement moins élevé que la contribution des bailleurs de fonds. A l'ère du déclin du financement extérieur, les pays devront mobiliser des ressources additionnelles endogènes pour financer non seulement les commodités, mais aussi une gamme complète d'activités focalisées sur l'offre et la création de la demande.

Les allocations et dépenses de fonds intérieurs reflètent l'engagement d'un gouvernement pour son programme de planification familiale et par extension, pour la santé et le bien-être des mères, des enfants et des familles. Pour réaliser les aspirations des femmes et des familles et rapprocher les pays des étapes intermédiaires clés vers l'accomplissement des ODD à l'horizon 2030, les pays du Partenariat de Ouagadougou doivent augmenter leurs niveaux de financements intérieurs destinés aux programmes de planification familiale.

En particulier, ces pays devraient:

- Mettre à profit leurs plans d'action nationaux budgétisés pour la planification familiale en concevant leurs programmes et activités annuels ;
- Allouer une part croissante de leurs budgets nationaux à la planification familiale, y compris aux activités allant au-delà de la sécurité contraceptive de base ;
- Assurer le décaissement opportun et intégral des fonds alloués aux composantes des programmes portant sur la planification familiale ;
- Être redevables quant aux étapes intermédiaires clés articulées dans les plans d'action nationaux budgétisés, ainsi que vis-à-vis des engagements pris aux sommets de la planification familiale de 2012 et 2017.

HP+ a appliqué le modèle « Family Planning-Sustainable Development Goals » pour projeter les bénéfices présentés pour chaque pays en fonction de deux scénarii. Le premier projette des gains de développement qui pourraient être atteints si la croissance de l'utilisation de la contraception moderne suit les tendances historiques ; le deuxième projette les gains atteignables si les efforts de planification familiale sont accélérés. Pour les pays qui ont pris des engagements ambitieux, HP+ a présumé que l'utilisation de la contraception moderne atteindrait son objectif d'ici 2030. Pour les engagements moins ambitieux, l'utilisation de la contraception a atteint le niveau de son objectif puis a augmenté d'1 point de pourcentage par an jusqu'en 2030. Les deux scénarii sont fondés sur le même avenir socioéconomique. Pour en savoir plus sur le modèle et la méthodologie de « Family Planning-Sustainable Development Goals », consultez : www.healthpolicyplus.com/fpSDGs.cfm.

CONTACTEZ-NOUS

HP+
Bureau Régional Afrique de l'Ouest
Résidence N°G770/4, Rue Botwe
Dzorwulu - Accra, Ghana
www.healthpolicyplus.com
policyinfo@thepalladiumgroup.com

Health Policy Plus (HP+) est un accord coopératif de 5 ans financé par l'Agence Américaine pour le Développement International sous l'égide de l'accord No. AID-OAA-A-15-00051, qui a pris effet le 28 août, 2015. HP+ est mis en œuvre par Palladium, en collaboration avec Avenir Health, Futures Group Global Outreach, Plan International USA, Population Reference Bureau, RTI International, ThinkWell, et l'Alliance du Ruban Blanc pour une Maternité sans Risque.

Cette présente publication a été conçue pour examen par l'United States Agency for International Development (USAID). Elle a été préparée par HP+. Les informations fournies dans ce document ne sont pas des informations officielles du gouvernement des États-Unis et ne reflètent pas nécessairement les points de vue ou positions de l'USAID ou du gouvernement américain.